

SUD Éducation 34

Solidaires

L'école n'est pas une entreprise ! L'éducation n'est pas une marchandise !

✉ 23, rue Lakanal 34090 Montpellier @ syndicat@sudeducation34.org ☎ 04 67 02 10 32

Montpellier, le 28 mai 2019

LOI « ÉCOLE DE LA CONFIANCE », CONTRE-RÉFORMES BLANQUER, GEL DES SALAIRES : SUD ÉDUCATION APPELLE À LA GRÈVE DES EXAMENS

Partout en France, depuis plusieurs mois, les actions se multiplient, démontrant l'ancrage et la vigueur de la mobilisation. Notre département n'est pas en reste. Les personnels de l'éducation, les familles et de nombreux-ses élu-e-s refusent les transformations radicales de notre École que veut imposer le gouvernement : réunions publiques, interpellations d'élu-e-s, grèves, manifestations... Tout a été mis en œuvre pour exprimer le rejet d'une école concurrentielle et élitiste portée par le ministre.

En réponse, le ministère n'a exprimé que du mépris. Pire, les personnels exprimant leur opposition à la politique ministérielle subissent des pressions hiérarchiques et des atteintes à leur liberté d'expression.

SUD Éducation 34 réaffirme son engagement pour l'abrogation et l'abandon de toutes les contre-réformes : loi relative à l'Orientation et à la réussite des étudiants, réformes du lycée, du baccalauréat, loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » (qui met en place parcoursup), réforme de la voie professionnelle, Loi Blanquer, réforme de la Fonction publique... Ces lois et projets de réforme constituent des attaques sans précédent du service public en général, et du service public d'éducation en particulier.

Pour les personnels, la politique gouvernementale c'est :	Pour les usagers, la politique gouvernementale c'est :
<ul style="list-style-type: none">→ la dégradation des conditions de travail,→ la multiplication des pressions hiérarchiques et des injonctions,→ le gel des salaires,→ le recul des droits (heures supplémentaires imposées, gestion opaque des mutations, remise en question du statut de fonctionnaire...)	<ul style="list-style-type: none">→ la dégradation des conditions d'étude et d'accueil,→ des inégalités territoriales dans l'accès à l'enseignement secondaire,→ la sélection,→ le manque d'encadrants formés...

Dans ce contexte, SUD Éducation 34 considère qu'il faut tout mettre en œuvre pour empêcher le gouvernement de poursuivre sa politique délétère de destruction du service public d'Éducation. **Face à la ligne dure adoptée par le ministère, seul un rapport de force conséquent sera à même de faire entendre notre voix. C'est pourquoi, SUD Éducation 34 appelle tous les personnels du service public d'éducation, de la maternelle à l'université :**

- D'ici le 17 juin, à multiplier les Assemblées Générales de secteur, les heures d'information syndicales et mettre en débat la question de la grève reconductible et de la grève des examens.
- à Constituer des caisses de solidarité et se mettre massivement en grève à partir du 17 juin, premier jour du Bac. Le [préavis de grève](#) déposé par la fédération SUD éducation couvre l'ensemble des personnels. Par ailleurs SUD éducation 34 déposera sous peu un préavis local spécifique couvrant les personnels du département.
- A participer à des rassemblements devant les centres d'examen le lundi 17 juin. A se réunir en Assemblées Générales pour reconduire la grève jusqu'à la prise en compte de nos revendications : l'abrogation des contre-réformes (loi ORE, parcoursup, réformes du lycée, du baccalauréat et de la voie professionnelle), l'abandon du projet de loi « École de la confiance » et du projet de réforme de la fonction publique, l'augmentation générale des salaires.

Nous réaffirmons à l'ensemble des forces en lutte (syndicats, collectifs, AG de luttes, Stylos rouges...) [notre disponibilité pour construire dans l'unité la réussite de cette mobilisation.](#)